

Unia Zentralsekretariat
Abteilung Vertrags- und
Interessengruppenpolitik

Weltpoststrasse 20
CH-3000 Bern 15
T +41 31 350 21 11
F +41 31 350 22 11
<http://www.unia.ch>



Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.

INFO ECONOMIQUE

II /2015

21 juillet 2015
D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

Résumé : Depuis le début de l'année 2015, l'économie mondiale a poursuivi son redressement. Le PIB est en croissance aux Etats-Unis mais aussi en Europe. Les perspectives de croissance pour les prochains mois dans la zone Euro sont positives, et ce même si les incertitudes politiques, en particulier en regard de la situation en Grèce, sont réelles. Depuis l'abolition du taux plancher par la Banque nationale, l'économie suisse souffre de la très forte surévaluation du franc. Le PIB en Suisse ne connaîtra certainement qu'une très légère croissance en 2015, voire stagnera. Le chômage gagnera également en importance. L'industrie d'exportation ressent déjà les effets de l'abandon du taux plancher. Les secteurs plus traditionnels (machines, métallurgie, papier et arts graphiques,...) seront sous pression. D'autres, à l'instar de l'horlogerie qui évolue dans le haut de gamme et est moins sensible à la force du franc, résisteront mieux. Dans la branche touristique, les mois qui viennent seront particulièrement difficiles. Quant aux secteurs l'économie intérieure, un franc trop fort pèsera sur les activités de commerce de détail en stimulant à nouveau un tourisme d'achats à l'étranger déjà élevé. Indépendamment des variations du franc, le secteur de la construction montre des signes d'essoufflement.

Information économique II/2015

| | |
|---|-----------|
| 1. A cause du franc surévalué, l'économie suisse rate le train de la conjoncture mondiale | 3 |
| 1.1. Expansion modérée de la conjoncture mondiale..... | 3 |
| 1.2. Les perspectives de croissance sont en principe intactes mais les incertitudes politiques dans la zone euro représentent un risque | 4 |
| 1.3. L'économie suisse souffre du franc surévalué | 5 |
| 1.4. PIB quasi-stagnant, chômage en hausse et prix à la baisse en 2015 | 6 |
| 1.5. La passivité de la BNS..... | 8 |
| 2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives | 10 |
| 2.1. Marché des affaires dans l'industrie manufacturière | 10 |
| 2.2. Évolution des exportations de marchandises | 12 |
| 2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration | 15 |
| 3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur..... | 18 |
| 3.1. Le commerce de détail | 18 |
| 3.2. Le secteur de la construction | 19 |

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

1. A cause du franc surévalué, l'économie suisse rate le train de la conjoncture mondiale

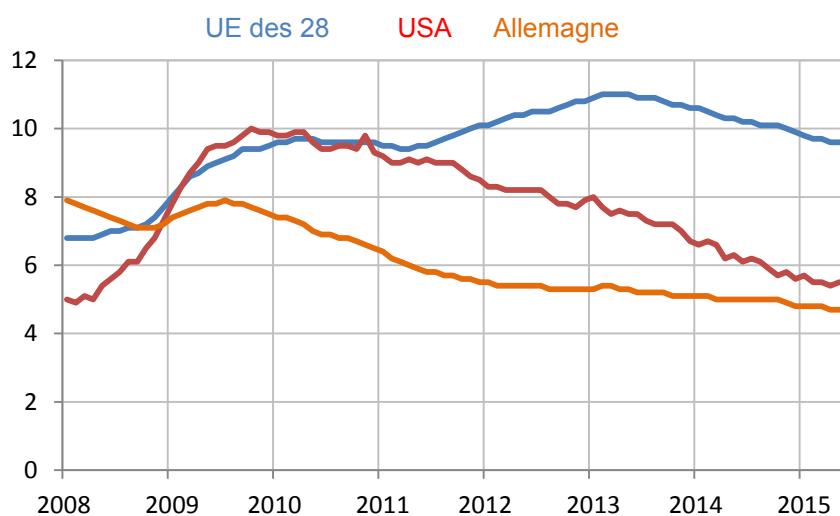
1.1. Expansion modérée de la conjoncture mondiale

La conjoncture mondiale a poursuivi son redressement début 2015. Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a enregistré une croissance de 2,9% au premier trimestre par rapport à la même période de l'année précédente. Le PIB de l'UE a quant-à-lui crû de 1,4%. L'expansion de l'Allemagne et de la France est restée relativement modérée avec respectivement 1,1% et 0,9%. Les économies espagnole (2,9%) et portugaise (1,8%) sont par contre clairement ressorties du creux de la vague. Même le PIB italien a, pour la première fois depuis l'automne 2011, cessé de se contracter (0,1%).

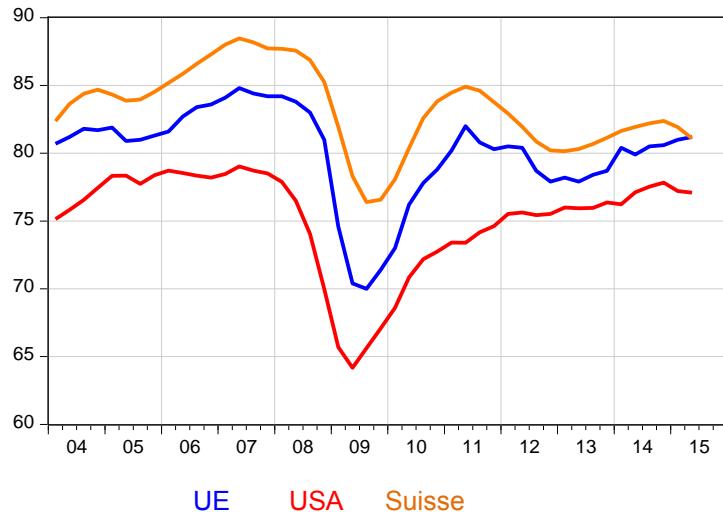
Comme la production augmente, les entreprises embauchent de nouveau davantage. A part en Italie et en France, les effectifs augmentent dans la plupart des États de l'UE. Le chômage décroît lentement. L'Allemagne est la meilleure de la classe avec un taux de chômage de 4,7% (graphique 1.1.1). Dans l'UE en général, le chômage persiste à un niveau élevé de 9,6% contre moins de 7% avant la crise financière. La situation demeure préoccupante en Espagne (22,5%) et en Grèce (25% environ). La situation du marché du travail a aussi continué de s'améliorer aux Etats-Unis (5,5%).

Grâce à l'amélioration des ventes, les capacités de production des entreprises européennes sont mieux exploitées (graphique 1.1.2). Le taux d'exploitation des capacités est en gros moyen. Le taux d'exploitation plus faible aux Etats-Unis pourrait être pour une partie non négligeable lié aux conditions météorologiques. Les entreprises semblent globalement prêtes à investir davantage, ce qui stabilise la conjoncture. En effet, qui dit plus d'investissements dit plus de ventes pour les fabricants de biens d'investissement. De plus, la baisse du chômage est synonyme d'un accroissement du pouvoir d'achat qui dope la consommation privée et l'activité de construction.

Graphique : 1.1.1 Taux de chômage
(données désaisonnalisées, en pourcentage)



Graphique 1.1.2 : Exploitation des capacités dans l'industrie
 (en pourcentage, données désaisonnalisées)

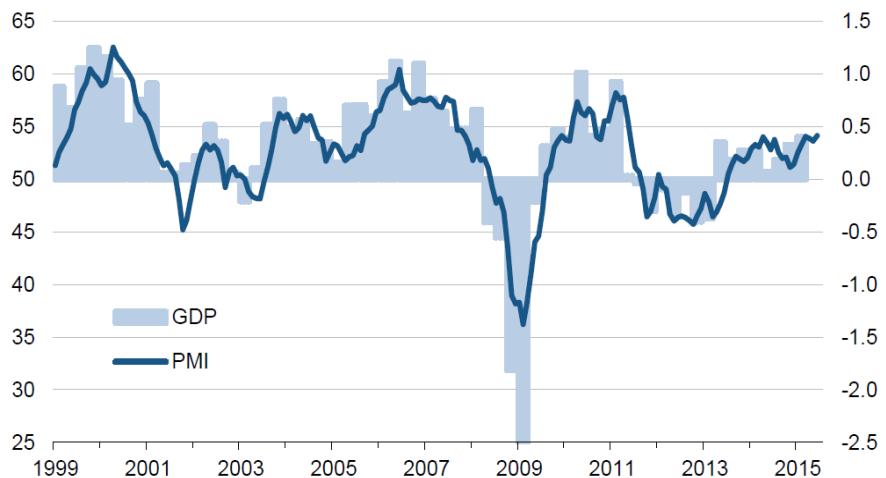


1.2. Les perspectives de croissance sont en principe intactes mais les incertitudes politiques dans la zone euro représentent un risque

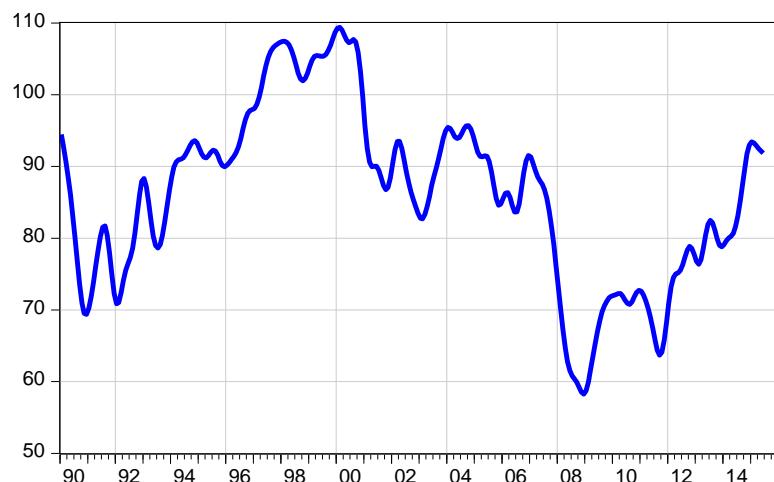
Les perspectives conjoncturelles sont positives pour les mois à venir. Les indices pour l'UE et les USA révèlent une croissance constante du produit intérieur brut. Les valeurs de l'indicateur des acheteurs dépassent le seuil de 50, ce qui est synonyme de croissance (graphique 1.2.1). La confiance des consommateurs, importante pour les Etats-Unis, s'est certes légèrement troublée mais se maintient au niveau antérieur à la crise financière (graphique 1.2.2). Les prévisions de croissance pour l'UE se situent, elles, entre 1,5% et 2%. Des taux de croissance de 2% sont prévus pour les Etats-Unis et il faut s'attendre à un léger tassemement, sans doute temporaire, de la croissance.

La situation en Grèce constitue un certain risque pour la conjoncture en Zone euro et dans l'UE mais ce risque reste gérable. Comparée à la puissance économique globale de la zone euro, la Grèce ne pèse pas très lourd avec sa part de moins de 2%. Si la volonté politique est là, les problèmes économiques du pays peuvent assurément être résolus. La dette publique grecque est désormais détenue en majorité par les institutions européennes (BCE, fonds de stabilité, etc.). Même en cas de réduction de l'endettement grec (annulation partielle de la dette), la stabilité du secteur financier et l'approvisionnement en argent sont garantis dans la zone euro. Les risques ne sont donc pas tant de nature économique que de nature politique, notamment si, dans le cas extrême, des questions sur la pérennité de la zone euro et la sortie de l'euro de certains pays se posent dans un contexte d'incertitudes politiques.

Graphique 1.2.1 : Indicateur des acheteurs PMI dans la zone Euro
 (Valeurs de PMI supérieures à 50 = expansion, GDP = croissance du PIB).



Graphique 1.2.2 : Confiance des consommateurs aux USA
 (Université de Michigan, données corrigées des variations saisonnières et aléatoires).

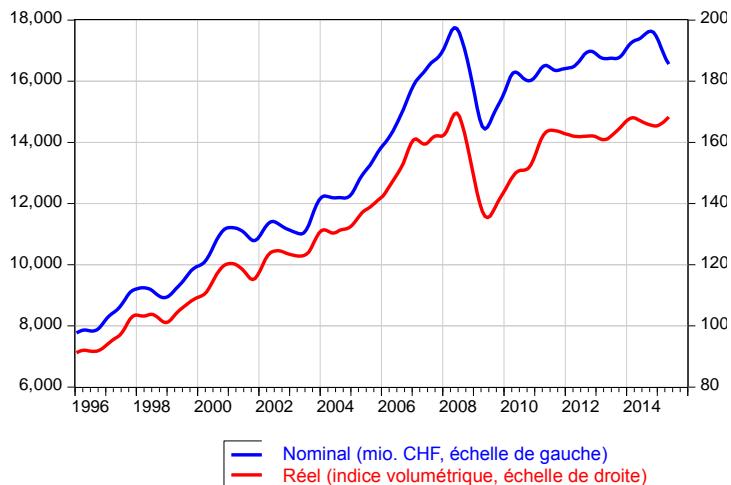


1.3. L'économie suisse souffre du franc surévalué

L'économie suisse serait en principe parfaitement à même de profiter de la reprise économique mondiale mais, avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale BNS, la Suisse risque d'être distancée par le train de la conjoncture mondiale. Le franc demeure surévalué d'environ 20%. Il ne s'est pas dévalué comme l'espérait la BNS. Le PIB s'est contracté de 0,2% au premier trimestre 2015 (par rapport au trimestre précédent) malgré la croissance de l'économie mondiale. C'est dans l'hôtellerie-restauration que la baisse de la valeur ajoutée est la plus forte (-3,8%), mais l'industrie (-0,1%) et le commerce de détail, pénalisé par le tourisme d'achat (baisse de 1,9% du commerce dans son ensemble), marchent aussi à reculons. Les exportations (en valeur nominale) baissent (graphique 1.3.1). Le degré d'exploitation des capacités de l'économie recule. De nombreux projets d'investissement sont revus à la baisse, voire stoppés. Les entreprises délocalisent davantage d'unités de production à l'étranger.

Graphique 1.3.1 : Exportations

(en données corrigées par jours ouvrables ainsi que des variations saisonnières et aléatoires)



L'emploi a reculé au premier trimestre 2015, en particulier dans l'hôtellerie-restauration (-2100 personnes, soit -1,0%) et dans le commerce de détail (-1900 personnes, soit -0,6%). Les régions frontalières et bien entendu touristiques en sont particulièrement frappées. L'industrie a elle aussi perdu près de 800 emplois (-0,1%). De nombreuses entreprises ont allongé la durée de travail sans revaloriser les salaires, avec pour conséquence d'astreindre une grande partie des effectifs de l'industrie à du travail gratuit. Depuis février, le chômage croît chaque mois de 1500 à 2000 personnes, abstraction faite des effets saisonniers (conditions météorologiques entre autres).

1.4. PIB quasi-stagnant, chômage en hausse et prix à la baisse en 2015

C'est en grande partie de l'évolution du cours du franc que dépendra la capacité de la Suisse à renouer avec la croissance. Un cours qui serait équitable pour l'économie réelle se situe un peu au-dessus de 1,30 CHF pour un euro. Si le franc se maintient à des cours de 1,05 ou en-dessous par rapport à l'euro, la croissance du PIB de la Suisse restera nettement derrière celle de l'Allemagne. D'après l'indice USS (graphique 1.4.1), le PIB risque même de baisser par rapport à l'année précédente.

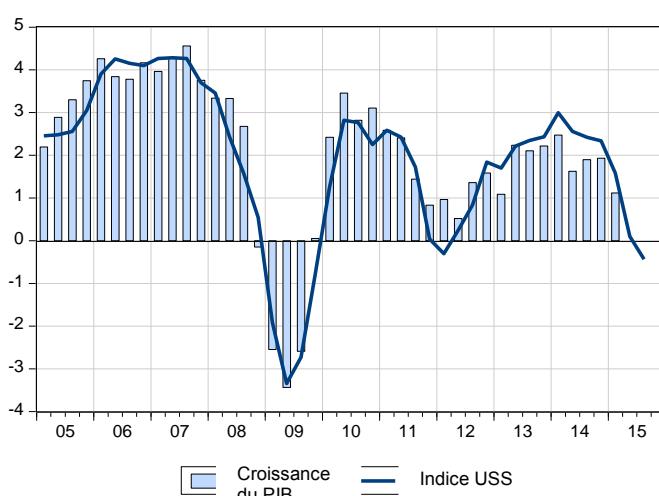
Comme le franc est nettement surévalué, il devrait en théorie se dévaluer sensiblement. L'histoire démontre toutefois que les cours des devises peuvent s'écartez longtemps des cours économiquement équitables. Le franc est en effet une monnaie refuge qui tend à s'apprécier quand les temps sont incertains. La crise politique dans la zone euro a malheureusement tendance à favoriser ce phénomène. La pression à la hausse est quelque peu atténuée grâce aux taux d'intérêt négatifs introduits par la BNS mais ceux-ci n'ont pas suffi à ramener le franc à une cotation à peu près équitable. Des mesures plus importantes seraient nécessaires comme par exemple la réintroduction d'un taux plancher ou d'un objectif de taux de change.

Tant que la BNS ne prendra pas de telles mesures, la Suisse devra s'attendre à ce que le franc reste surévalué sur une période prolongée. L'USS table sur un PIB quasi stagnante (0,3%) pour 2015. Ce sont les branches industrielles et tertiaires exposées au taux de change qui en souffrent le plus. Même l'économie intérieure verra sa croissance s'essouffler à cause de la hausse du chômage et du tassement du pouvoir d'achat. Nous estimons pour notre part que la BNS et la Confédération qui tablent sur une croissance de l'ordre de 1% ou légèrement en-dessous (tableau 1.4.1) pêchent par excès d'optimisme.

La surévaluation du franc laissera des traces douloureuses sur le marché du travail suisse. L'indice USS de l'emploi prévoit pour la première fois depuis cinq ans une stagnation au 3ème trimestre (graphique 1.4.2). Selon les estimations de l'USS, de 10 000 à 15 000 emplois devraient être détruits d'ici à la fin de l'année rien que dans l'industrie, avec à la clé une poursuite de la hausse du chômage (graphique 1.4.3). Si l'augmentation actuelle (désaisonnalisée) du chômage de 1500 à 2000 personnes par mois devait se poursuivre, il pourrait y avoir à la fin de l'année 20 000 sans-emploi de plus qu'en début d'année, soit un taux de chômage de l'ordre de 4% (environ 3,4% de moyenne annuelle).

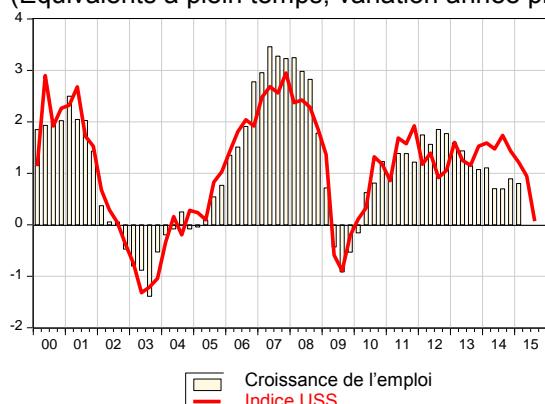
Le renchérissement est lui aussi fortement tributaire du taux de change. Ainsi, le franc surévalué fait baisser le coût des produits importés. L'effet du prix du pétrole s'y ajoute encore. Il y a un an, un baril de Brent de Mer du Nord coûtait un peu plus de 100 dollars alors qu'il se négocie plus qu'aux alentours de 60 dollars aujourd'hui. Le niveau des prix baisse et le renchérissement est négatif. L'USS prévoit un renchérissement de -1,2% pour l'année en cours.

Graphique 1.4.1 : Indice du produit intérieur brut
(Variation par rapport à l'année précédente)



Graphique 1.4.2 : Indice de l'emploi

(Équivalents à plein temps, variation année précédente)



Graphique 1.4.3: Indice du chômage

(Chômeurs inscrits, données désaisonnalisées)

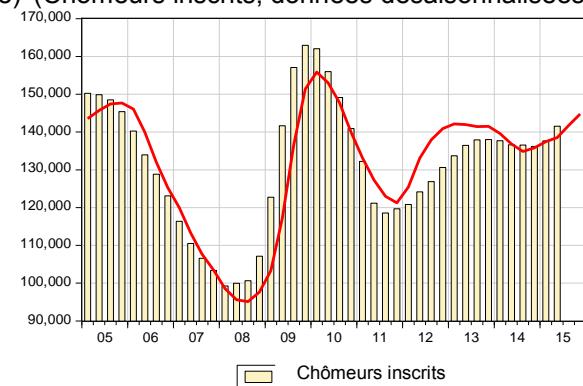


Tableau 1.4.1 Prévisions conjoncturelles choisies
(Indication en pourcentage)

| | USS | | KOF | | Seco | | <i>Banque nationale suisse</i> | |
|--------------------------|------|------|------|------|------|------|--------------------------------|------|
| | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 |
| <i>Croissance du PIB</i> | 0.3 | - | 0.4 | 1.0 | 0.8 | 1.6 | ca. 1 | - |
| <i>Taux de chômage</i> | 3.4 | - | 3.3 | 3.8 | 3.3 | 3.5 | - | - |
| <i>Renchérissement</i> | -1.2 | - | -1.1 | 0.0 | -1.0 | 0.3 | -1.0 | -0.4 |

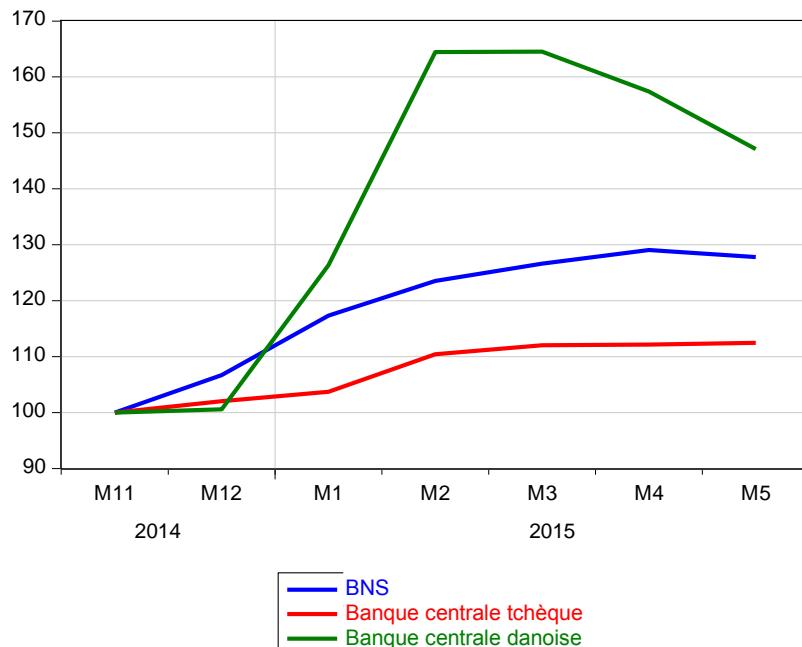
1.5. La passivité de la BNS

Le sentiment d'impuissance en matière de politique monétaire qui s'est emparé d'une partie du pays est préoccupant. Le taux plancher introduit avec succès de septembre 2011 à janvier 2015 pour protéger le pays contre la déflation et le chômage est inutilement décrié. La BNS a affirmé qu'elle a dû acheter tant d'euros en décembre 2014/2015 que le taux plancher n'aurait "plus été tenable". Un examen approfondi des deux mois en question révèle pourtant que c'était surtout la politique des taux d'intérêts de la BNS appliquée ce moment-là et non le taux plancher qui ne pouvait plus durer. La BNS avait maintenu les taux d'intérêts nuls alors que la BCE et la banque centrale introduisaient des taux d'intérêt négatifs. Cette politique a eu pour effet de renforcer l'attrait du franc suisse par rapport à l'euro pour les investisseurs parce que celui-ci était surévalué et promettait des bénéfices alléchants sur les changes. Avec un tel effet d'aubaine, il n'y a rien d'étonnant à ce que de nombreux investisseurs achètent du franc suisse et vendent de l'euro. La BNS a par conséquent dû intervenir en contrepartie et acheter des euros.

Au Danemark (monnaie arrimée à l'euro) et en République tchèque (taux plancher avec l'euro), la situation était relativement calme, comme le révèle l'évolution des avoirs en devises dans ces pays (graphique 1.5.1). On donc peut en déduire que les interventions de la BNS sur le marché des devises étaient davantage nécessaire à cause de la politique monétaire de la Suisse elle-même qu'à cause des évolutions mondiales ou supranationales (appréciation temporaire du dollar, achats d'obligations par la BCE, crise de l'Ukraine, etc.). La Banque centrale danoise n'a été contrainte d'acheter des euros qu'à la mi-janvier, au moment où la BNS abandonnait le taux plancher. D'après la Banque centrale danoise, ce mouvement avait suscité des inquiétudes parmi les assurances et caisses de retraite nationales entre autres quant à la stabilité de la couronne par rapport à l'euro, et les avait amenées à vendre des euros contre des couronnes dans des proportions notables.¹ Dès avril-mai, elles étaient de nouveau en mesure d'acheter des euros pour une valeur de 80 milliards de couronnes ou de vendre plus de 10% des réserves en devises.

¹ Lars Rohde, gouverneur de la Banque centrale danoise, Monetary policy, foreign exchange intervention and GDP growth seen rising. <http://www.bis.org/review/r150409c.htm>

Graphique 1.5.1 : Réserves en devises des banques centrales
(Novembre 2014=100)



Sourcea: banques centrales respectives

Le contexte a changé avec l'introduction des taux d'intérêts négatifs. Les taux d'intérêts suisses sont désormais plus bas que ceux liés à l'euro, raison pour laquelle un objectif de cours ou un taux plancher peut, après une phase de transition, être mis en place avec moins d'interventions sur le marché des devises. Les actuelles interventions ponctuelles de la BNS vont certes dans le bon sens en principe mais, sans objectif de cours explicite, ces effets risquent de vite se dissiper comme c'était le cas en 2010 et en 2011 avant l'introduction du taux plancher. Lors de son évaluation de la situation du 18 juin, la BNS a annoncé qu'elle persisterait à ne pas prendre de mesures supplémentaires contre la surévaluation du franc tout en continuant d'espérer une dévaluation de la monnaie nationale. A ce jour, les scénarios de la BNS ne se sont pourtant pas réalisés. L'abandon du taux plancher avait été expliquée par le fait que le dollar allait nettement s'apprécier vis-à-vis de l'euro et que l'arrimage à un euro de plus en plus "faible" était une erreur. En réalité, le cours du dollar était d'environ 1.14 CHF au 18 juin, ce qui n'est que légèrement plus que les 1.17 USD/EUR juste avant sa levée. La BNS tablait en outre sur une dévaluation rapide du franc mais ce scénario souhaité ne correspond pas non-plus à la réalité à ce jour. Le franc suisse demeure en effet fortement surévalué face aux grandes devises que sont l'euro et le dollar. Malheureusement, les scénarios en question tiennent surtout des rêves éveillés du directoire de la BNS: Entretemps, personne ne sait clairement quels sont les objectifs que poursuit la BNS avec quels moyens. Elle est par exemple prête à accepter un renchérissement négatif jusqu'en 2016 au moins, ce qui est contraire au concept de politique monétaire de la BNS. Les évolutions du genre sont en effet contraires aux bonnes pratiques d'une politique monétaire moderne selon laquelle une banque centrale doit clairement communiquer sur ses objectifs et ses instruments.

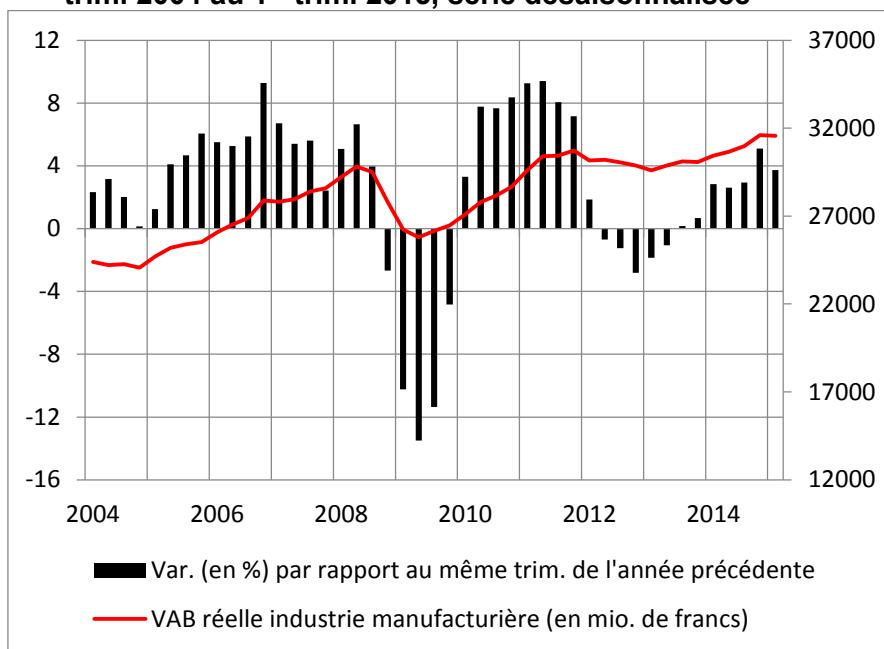
Comme l'histoire le démontre, cette situation de surévaluation peut perdurer longtemps. Pour y couper court, la BNS avait régulièrement suivi des objectifs de taux de change, vis-à-vis du Deutschemark de 1978 à 2009 puis vis-à-vis de l'euro par la suite. Ces mesures étaient aussi indirectement conformes au mandat politico-monétaire de veiller à la stabilité des prix et au respect de la conjoncture parce que le renchérissement et le chômage sont fortement impactés par le taux de change dans les petites économies ouvertes.

2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

Après les très bonnes performances qui ont accompagné la période 2004-2008, l'industrie manufacturière helvétique a très rapidement été rattrapée par la crise financière et économique. Il faudra attendre une année pour que la reprise se profile et qu'elle reparte sur une trajectoire orientée à la hausse. Comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (Graphique 2.1.1), cette dernière dépassera le sommet atteint avant crise dès le deuxième trimestre 2011. Elle atteindra un nouveau sommet, en termes de valeur ajoutée, à fin 2011 pour montrer pendant deux ans une relative stagnation. Tout au long de l'année 2014, le trend est à nouveau haussier et l'industrie manufacturière helvétique connaît un nouveau sommet absolu au dernier trimestre 2014. Au premier trimestre 2015, si sa valeur ajoutée demeure à un niveau bien plus élevé qu'une année auparavant (+3,7%), elle s'affiche cependant en léger recul (-0,1%) par rapport au trimestre précédent. Dans un contexte déjà difficile – le franc était déjà fort et les incertitudes nombreuses, en particulier en Europe –, l'industrie manufacturière prise globalement obtenait de bons résultats. Aujourd'hui, avec un franc devenu encore plus fort après l'abandon du taux plancher par la Banque nationale suisse, on peut craindre que certains pans importants de l'industrie d'exportation ne soient fortement pénalisés.

Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2015, série désaisonnalisée

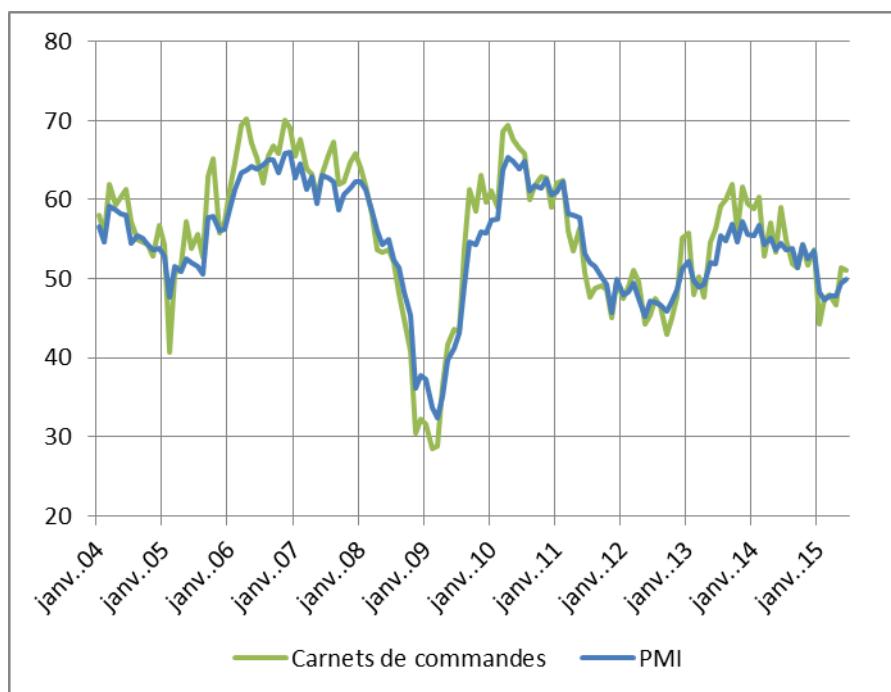


Source : SECO.

Quelle est l'appréciation des managers de l'industrie quant aux perspectives futures ? En juin 2015, l'indice des directeurs d'achat (PMI) progressait et revenait au niveau du seuil de croissance, à 50 points (Graphique 2.1.2). Rappelons que celui-ci se situait encore à 53,6 points en décembre 2014 et qu'il était tombé à 47,3 points en février 2015 après l'abandon du taux plancher par la Banque nationale suisse. Quant à l'indice lié aux carnets de commandes, même en léger recul (-0,3 point) par rapport à mai 2015 – celui-ci clôturait en dessus du seuil de croissance à 51,1 points. En bref, si l'abandon du taux plancher a marqué les esprits en début d'année, les directeurs d'achat du secteur se montrent un peu plus optimistes aujourd'hui. Notons que le sous-indice lié à l'emploi est légèrement reparti à la hausse, après six mois de repli, il reste néanmoins à un niveau nettement inférieur au seuil de croissance, à 41,6 points. L'indicateur de prévision d'emploi de l'USS pour l'industrie prise dans son ensemble montre que les jours à venir ne sont pas forcément réjouissants (Gra-

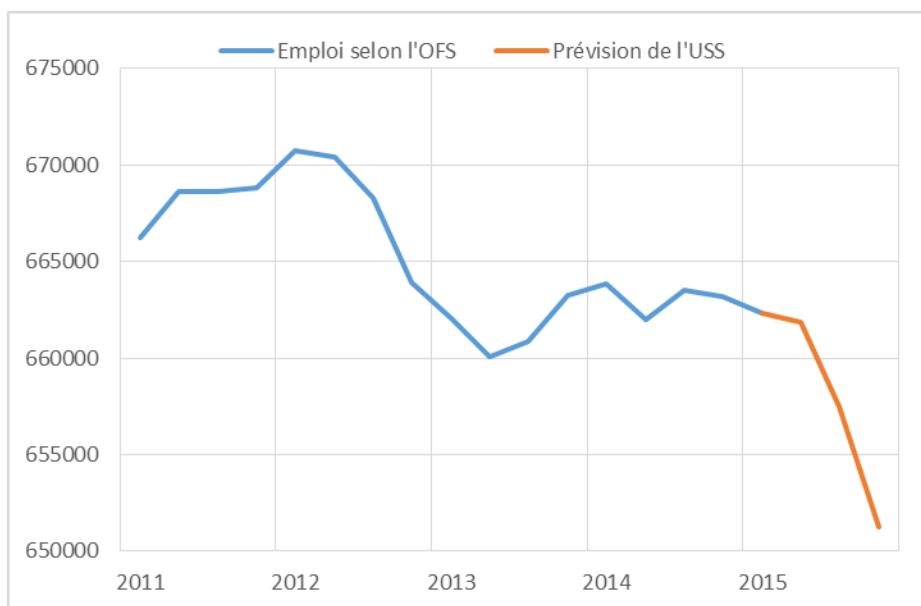
phique 2.1.3). En effet, entre 10'000 et 15'000 emplois pourraient passer à la trappe en une année dans l'industrie manufacturière. Une analyse de l'évolution des exportations sur la période récente peut-elle nous en dire plus ? Les différentes branches exportatrices se sont-elles toutes orientées à la baisse ? Ou certaines d'entre elles montrent des signes de résistance ?

Graphique 2.1.2 : Indice PMI et indice des carnets de commandes, de janvier 2004 à juin 2015, séries désaisonnalisées



Source : Procure.ch/CS.

Graphique 2.1.3 : Indicateur de prévision d'emploi de l'USS, industrie manufacturière



Source : USS.

2.2. Évolution des exportations de marchandises

Si nous nous arrêtons tout d'abord brièvement sur le poids des différentes branches industrielles exportatrices suisses, le poids qu'y occupe l'industrie chimique et pharmaceutique étonne. En effet, à elle seule, celle-ci représentait 41% des exportations totales de marchandises suisses en 2014 (Tableau 2.2.1). L'industrie des machines et de l'électronique qui suit, en deuxième position, ne pèse que 16%. L'horlogerie occupe la troisième position avec une part qui s'élève à 10,7%. Les instruments de précision et la métallurgie se placent au quatrième et cinquième rang avec des parts avoisinant, respectivement, 7% et 6%. Notons que si l'on additionne les trois branches que sont l'industrie des machines et de l'électronique, des instruments de précision ainsi que de la métallurgie et qui forment l'essentiel de l'industrie MEM, cette dernière obtient un poids très significatif, avec une part de presque 30% au total des exportations de marchandises suisses.

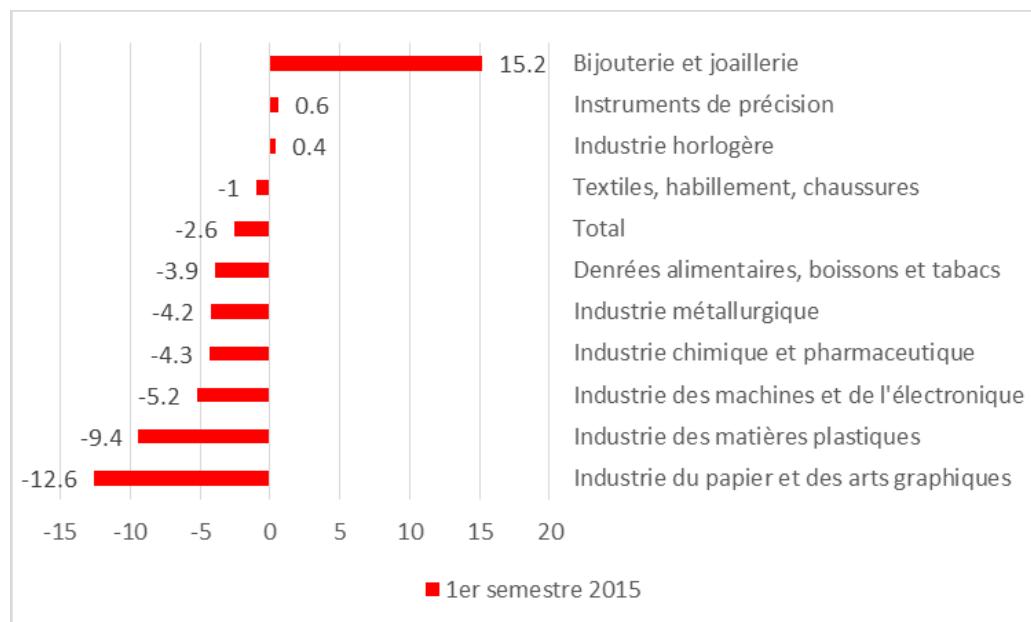
Tableau 2.2.1 : Exportations selon les branches, parts en mio. CHF et en %, 2014

| Branches | Mio. CHF | Part en % |
|---|----------------|------------|
| <i>Industrie chimique et pharmaceutique</i> | 85'322 | 41.0 |
| <i>Machines et électronique</i> | 33'345 | 16.0 |
| <i>Horlogerie</i> | 22'257 | 10.7 |
| <i>Instruments de précision</i> | 14'686 | 7.0 |
| <i>Métallurgie</i> | 12'481 | 6.0 |
| <i>Denrées alimentaires, boissons et tabacs</i> | 8'392 | 4.0 |
| <i>Industrie des matières plastiques</i> | 3'525 | 1.7 |
| <i>Textiles, habillement, chaussures</i> | 3'173 | 1.5 |
| <i>Industrie du papier et des arts graphiques</i> | 2'016 | 1.0 |
| ... | ... | ... |
| Exportations totales | 208'342 | 100 |

Source : AFD.

Comment se sont comportées ces mêmes exportations au premier semestre 2015 ? Prises globalement, celles-ci reculent de 2,6%, et ce en comparaison avec le même semestre de l'année précédente. Notons que la bijouterie-joaillerie croît de 15,2% et que les instruments de précision et l'horlogerie se défendent bien puisque leurs exportations connaissent une très légère croissance de, respectivement, 0,6% et 0,4%. L'industrie chimico-pharmaceutique affiche, par contre, une croissance négative avec une baisse de 4,3% de ses exportations, à l'instar de nombreuses autres branches (Graphique 2.2.1). Cas extrême, l'industrie du papier et des arts graphiques voit ses exportations reculer de 12,6%.

Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en premier semestre 2015, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente



Source : AFD.

Du point de vue géographique, l'Europe constitue toujours – et de loin – le principal débouché des exportations de marchandises helvétiques puisque 58% de celles-ci s'y dirigeaient en 2014 (Tableau 2.2.2). La part du continent européen est, néanmoins, en régression puisqu'elle était légèrement supérieur à 66% en 2006. Suivent l'Asie et l'Amérique, avec respectivement, des parts de 21,7% et 17,3% en 2014. Par pays, l'Allemagne occupe toujours la première place : sa part au total des exportations de marchandises atteignait les 18,5% en 2014. Les États-Unis, avec une part de 12,4%, sont en deuxième position. Viennent ensuite l'Italie, la France et le Royaume-Uni avec, respectivement, 7,2%, 6,6% et 4,8%. La Chine occupe le 6^{ème} rang en 2014 avec une part s'élevant à 4,2%.

Tableau 2.2.2 : Exportations par continents

| Continent | 2014 Mio. CHF | Part en % | |
|--------------------|------------------|------------|------------|
| | | 2006 | 2014 |
| Europe | 120'751 | 66.3 | 58 |
| Asie | 45'271 | 16.7 | 21.7 |
| Amérique | 36'108 | 14.5 | 17.3 |
| - Amérique du Nord | 29'172 | 11.8 | 14 |
| - Amérique latine | 6'564 | 2.5 | 3.2 |
| Afrique | 3'687 | 1.5 | 1.8 |
| Océanie | 2'525 | 1.0 | 1.2 |
| Total | 208'342 | 100 | 100 |

Source : AFD.

Comment les exportations de marchandises helvétiques prises globalement ont-elles évolué au premier semestre 2015 du point de vue des principales zones d'exportations ? Le tableau est contrasté. Les exportations vers la zone euro ont plongé de 8% sur les six premiers mois. Tous les principaux partenaires ont vu leur demande flétrir, à l'image de l'Allemagne (-7,3%) de la France (-

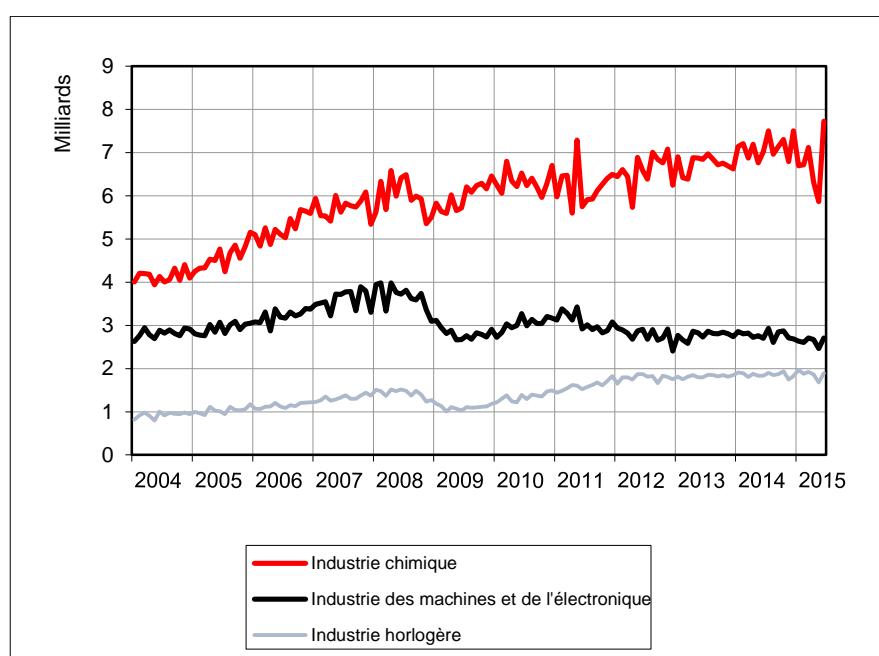
6,3%) et de l'Italie (-9,2%). Les ventes suisses étaient également en recul vers l'Afrique (-14,6%), l'Océanie (-3,5%) et l'Amérique latine (-0,7%). Par contre, les exportations suisses ont progressé de 5,5% vers l'Amérique du Nord, de 2,7% vers l'Asie et de 5,4% vers les pays européens n'appartenant pas à la zone euro.

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différencierées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique et pharmaceutique – après s'être orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint (Graphique 3.3). Elles se sont par la suite maintenues à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution – pour atteindre un nouveau sommet en mai 2011. La barre des 7 milliards de francs d'exportation (en données désaisonnalisées) est franchie pour la première fois ! Après être très courtement reparties à la baisse, les exportations de l'industrie chimico-pharmaceutique se sont à nouveau positionnées sur un trend orienté à la hausse pour franchir à nouveau à plusieurs reprises la barre des 7 milliards, plus particulièrement en 2014. En juillet et décembre 2014, c'est même la barre des 7,5 milliards qui est légèrement dépassée. Si les exportations de la chimie-pharmacie se sont clairement orientées à la baisse en ce début d'année 2015, un nouveau sommet absolu est atteint en juin 2015, à 7,72 milliards de francs ! Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre son dynamisme, ses exportations s'affichent depuis lors sur un trend clairement haussier. Celle-ci a d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise. Ainsi, depuis mars 2011, et en données désaisonnalisées, ses exportations se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet, légèrement supérieur à 1,51 milliards de francs, atteint tant en avril qu'en juin 2008. Un nouveau record mensuel absolu a été atteint en janvier 2015, à 1,97 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). En ce début d'année 2015, les exportations horlogères s'étaient légèrement orientées à la baisse. Elles repartaient néanmoins à la hausse en juin 2015 pour s'approcher des 1,9 milliards de francs. Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais parvenue à retrouver les niveaux d'exportation obtenus avant-crise. En effet, celles-ci dépassait légèrement la barre des 3,4 milliards de francs en mai 2011, et ce alors qu'avant-crise, c'était parfois la barre des 4 milliards qui servait de référence. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique oscillent sur la période récente clairement en dessous de la barre des 3 milliards de francs. Elles tombaient même à un niveau inférieur à 2,5 milliards en mai 2015. Elles remontaient à un plus de 2,71 milliards de francs en juin 2015.

Quelles sont les perspectives pour les différentes branches exportatrices ? Toutes connaîtront-elles des difficultés à la suite de l'abandon du taux plancher par la Banque nationale ? Pour les branches traditionnelles, à l'instar de l'industrie MEM, de la métallurgie ou encore celle du papier et des arts graphiques, les temps à venir seront difficiles. Ces branches sont sensibles aux variations du taux de change et un franc très fort ne pourra que d'autant plus peser sur leurs exportations. D'autres branches, à l'instar de l'industrie horlogère ou de la pharma, sont nettement moins sensibles aux variations du franc – le prix jouant un rôle moins déterminants pour ces dernières. À cet égard, l'industrie horlogère, qui a retrouvé sa superbe dans l'après-crise, peut connaître un certain ralentissement. Elle devrait néanmoins continuer à exporter à des hauts niveaux. La force du franc n'est, en effet, pas un handicap pour une industrie qui évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix – et qui, de plus, bénéficie d'une très bonne diversification internationale. Quant à l'industrie industrie chimico-pharmaceutique, dans sa composante « pharma », elle ne devrait pas être excessivement pénalisée par la force du franc. Un franc fort peut peser sur ses prix de vente et réduire en conséquence le chiffre d'affaires de la branche. L'industrie pharmaceutique fait, néanmoins, face à une demande relativement peu sensible. Ses revenus proviennent en grande

partie des dépenses de santé et celles-ci sont difficilement compressibles. Sur le moyen-long terme, le risque est, par contre, de voir les grands groupes pharmaceutiques délocaliser les activités dans tous les domaines où le site suisse n'ajoute pas un avantage compétitif d'importance. Les sous-traitants helvétiques du domaine pourraient également connaître des difficultés: les grands groupes pharmaceutiques pouvant faire le choix de s'approvisionner à bon compte auprès de sous-traitants étrangers devenus moins chers... L'industrie chimique traditionnelle est, par contre, plus directement concernée par l'évolution du franc et ses exportations pourraient souffrir.

Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à juin 2015, séries désaisonnalisées

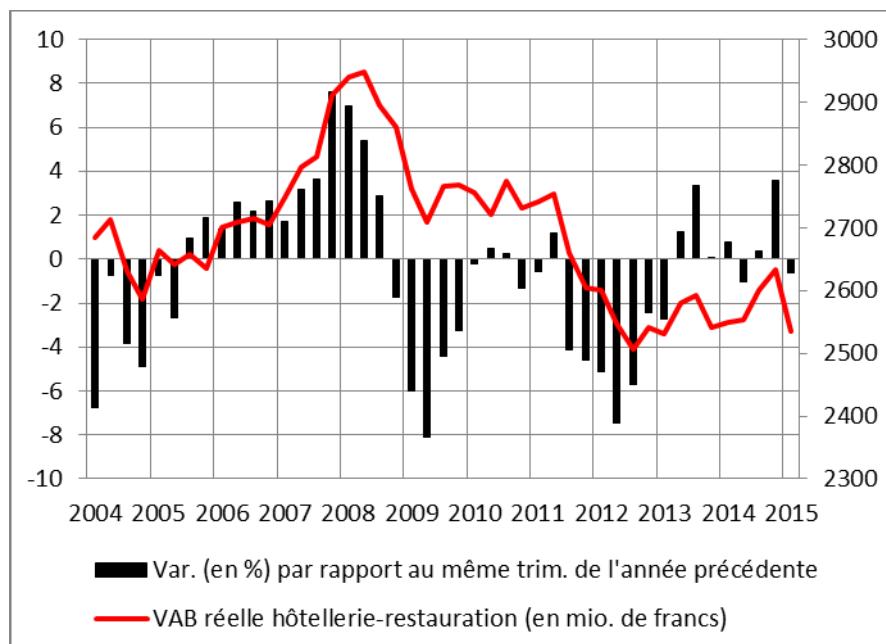


Source : AFD.

2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, de début 2005 à début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse dans la deuxième moitié de 2011 et ce, alors que la branche n'avait pas encore retrouvé – même loin de là ! – les niveaux atteints juste avant-crise (Graphique 2.3.1). Observons qu'entre mi-2012 et fin 2014, la situation semblait s'être stabilisée et montrait même de sérieux signes d'amélioration tout au long de l'année 2014. Or, avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale et la nouvelle appréciation du franc suisse, le contexte semble s'être sérieusement détérioré au premier trimestre 2015. La valeur ajoutée dans l'hôtellerie-restauration évolue à un niveau inférieur à ce qu'il était une année auparavant (-0,6%). Elle recule surtout de presque 3,8% par rapport au trimestre précédent.

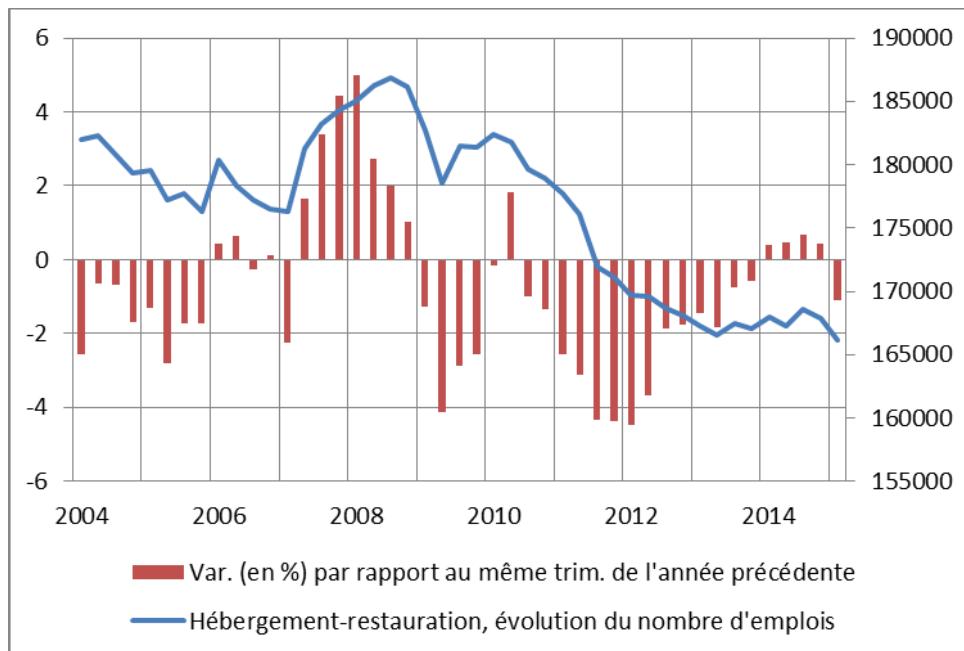
Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2015, série désaisonnalisée



Source : SECO.

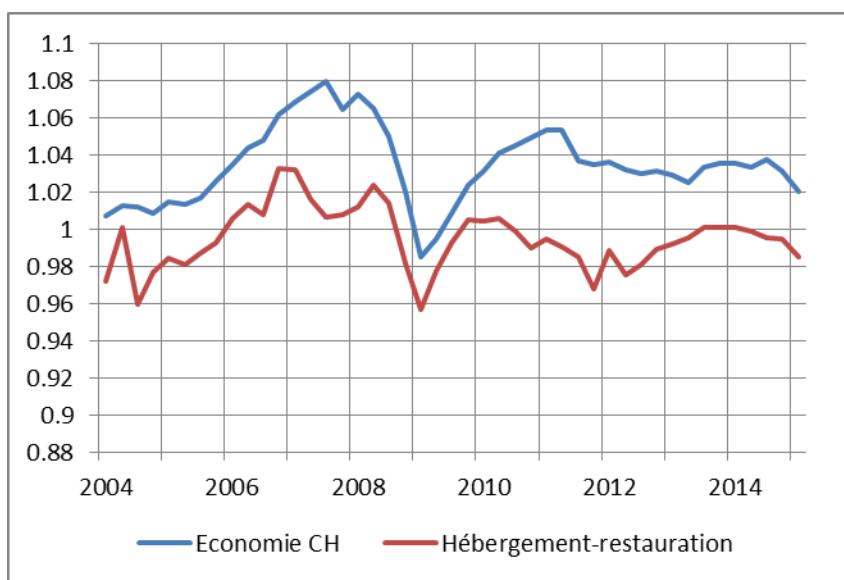
Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été hausse de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Dès mi-2013, la situation montrait des signes d'amélioration. A fin 2014, l'emploi repart à la baisse. Ainsi, après avoir occupé presque 187'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième trimestre 2008, l'hôtellerie-restauration touche un point bas pour la période sous-analyse en occupant un peu plus de 166'100 personnes au premier trimestre 2015. Que nous dit, à ce propos, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour la branche de l'hébergement-restauration ? Celui-ci n'avait été supérieur à 1 (ce qui indique une potentielle augmentation de l'emploi au trimestre suivant) que sur deux périodes : de début 2006 jusqu'au troisième trimestre 2008 ainsi que sur une petite année entre fin 2009 et mi-2010 (Graphique 2.3.3). Dans la deuxième moitié de l'année 2010, il repart à la baisse et se situe à un niveau inférieur à 1, indiquant – de trimestre en trimestre – une potentielle diminution de l'emploi. Notons néanmoins qu'à partir de mi-2012, il s'oriente à nouveau à la hausse pour dépasser très légèrement la barre de 1 fin 2013 et début 2014. Depuis lors, il est repassé en dessous de cette même barre et s'oriente clairement à la baisse.

Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2015, séries désaisonnalisées



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Graphique 2.3.3 : Indicateurs des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS, 1^{er} trimestre 2004 au 1^{er} trimestre 2015, série désaisonnalisée



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

La situation semblait quelque peu stabilisée dans la branche de l'hôtellerie-restauration en 2014 et montrait même quelques signes d'amélioration. Or, avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale, les temps risquent à nouveau d'être difficiles pour la branche touristique suisse. Les potentiels visiteurs européens vont très certainement choisir d'autres destinations. A ce jeu, ce sont surtout les régions touristiques de villégiature qui vont souffrir. Les régions urbaines où le tourisme d'affaires est plus prédominant devraient mieux s'en sortir. Quant à la population résidante en Suisse, la force du franc ne peut que l'encourager à opter pour des vacances à l'étranger...

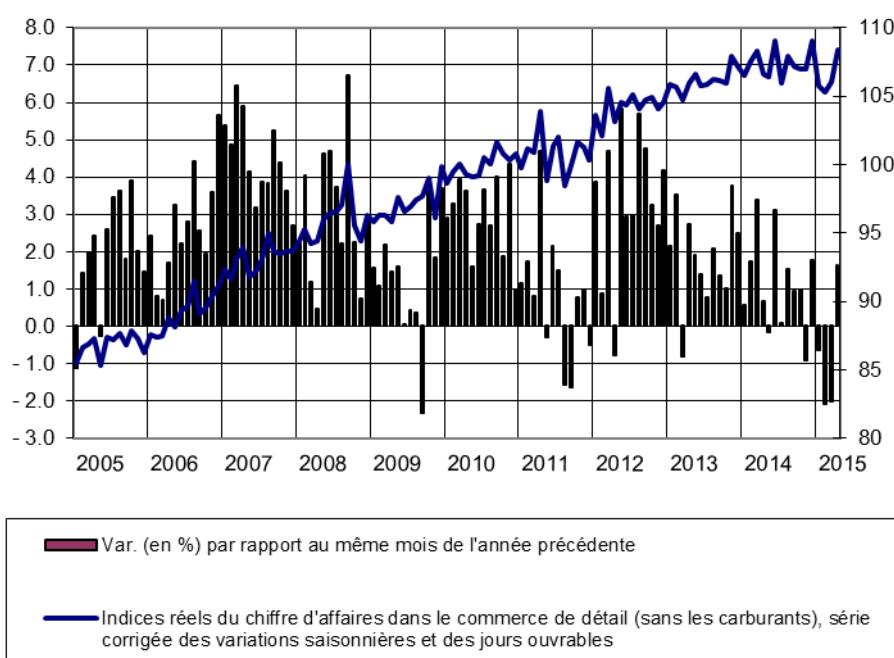
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur

Sur le front de la demande intérieure, la branche de la construction, après des années de croissance, montre clairement des signes d'essoufflement. Quant au secteur du commerce de détail, un tourisme d'achats à l'étranger à nouveau en hausse, et ce après l'abandon du taux plancher par la Banque nationale et la conséquente appréciation du franc suisse, pèsera sur son activité.

3.1. Le commerce de détail

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (Graphique 3.1.1). Un sommet absolu a été atteint en juin 2014 et celui-ci sera à nouveau approché à fin 2014. Observons qu'après être reparti clairement à la baisse début 2015, ce même indice s'oriente à la hausse sur la période très récente pour revenir à un niveau proche – mais inférieur – aux sommets précédemment cités. En avril 2015, il évolue à un niveau supérieur au niveau atteint une année auparavant (+1,6%) et est également en hausse (+2,2%) par rapport au trimestre précédent.

Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à avril 2015



Source: OFS.

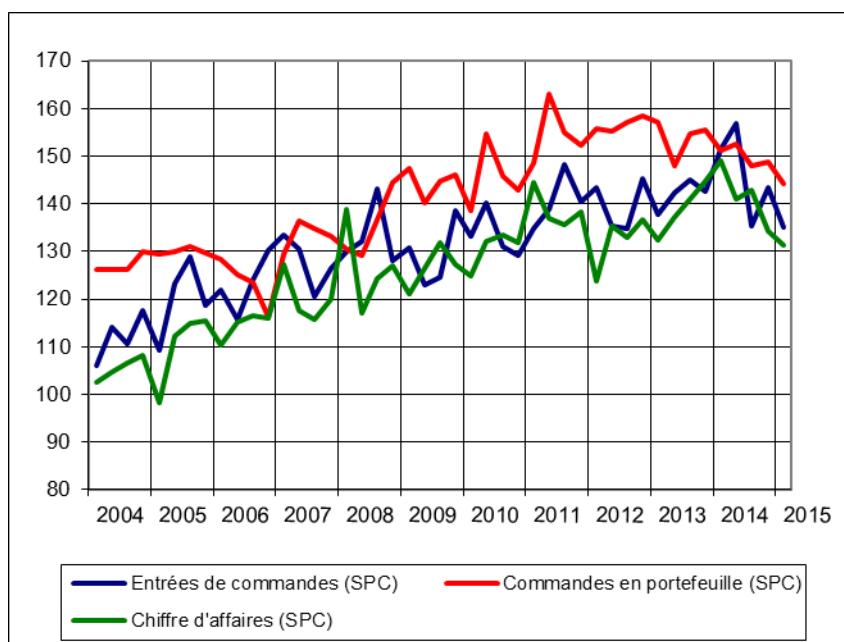
Depuis 2011, les activités dans le commerce de détail ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achats à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir dans la période à venir. Avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale, le tourisme d'achats – déjà à des niveaux élevés – va à nouveau prendre l'ascenseur et ce, tant que le franc suisse ne s'affichera pas en baisse face à l'euro. Un solde migratoire qui restera, très certainement fortement positif en 2015 – même en léger retrait par rapport à 2014 – continuera néanmoins à soutenir la marche des affaires dans le commerce de détail. En bref, si les perspectives se sont assombries et que le chiffre d'affaire nominal dans le commerce de détail devrait reculer en 2015, le chiffre d'affaires réel devrait, quant à lui, se maintenir à un niveau proche de 2014 sur l'ensemble de l'année. Observons cependant que si, à moyen terme, certains secteurs importants du pays (industrie d'exportation, tourisme) devaient être mis en difficulté par la force du franc et qu'un chômage conséquent devait

en découler, la dynamique du marché intérieur (et donc du secteur du commerce de détail) ne pourrait que s'en trouver également affectée.

3.2. Le secteur de la construction

Les affaires connaissent un certain tassement dans le secteur principal de la construction. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le secteur principal de la construction (SPC) montre que la tendance a été globalement haussière depuis 2004, que ce soit au niveau du chiffre d'affaires, des entrées de commandes ou encore des commandes en portefeuille (Graphique 3.2.1). Si l'indice lié aux commandes en portefeuilles avait déjà atteint un sommet absolu au deuxième trimestre 2011, l'indice lié au chiffre d'affaire et celui lié aux entrées de commandes ont très certainement atteint un sommet absolu dans la première moitié de l'année 2014. Depuis lors, l'orientation prise est baissière. En comparaison historique, ils évoluent toujours à des hauts niveaux, plutôt proche des niveaux atteints en 2010. En bref, les indices dans le secteur principal de la construction montrent clairement des signes d'essoufflement sur la période récente. Quant est-il de l'emploi dans la construction ? Celui-ci s'affiche-t-il toujours en croissance ?

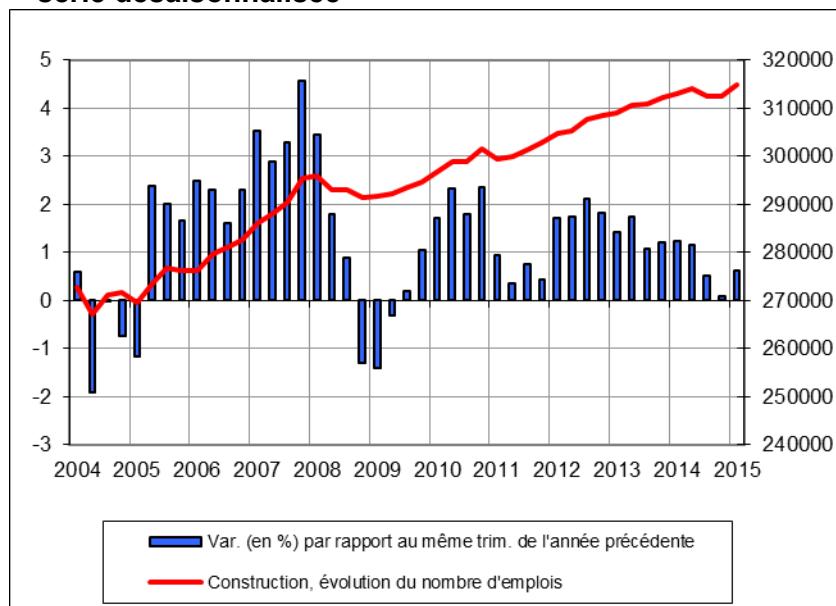
Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2015, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis fin 2008 (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! En données désaisonnalisées, on passe même pour la première fois la barre des 300'000 emplois au 4^{ème} trimestre 2010 et celle des 310'000 emplois au deuxième trimestre 2013 ! Après avoir montré des signes de stagnation dans la deuxième moitié de 2014, un nouveau sommet absolu est atteint au premier trimestre 2015. À cette date, le secteur de la construction pris dans son ensemble occupe un peu moins de 314'900 personnes en équivalents plein temps.

Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée



Source : OFS.

Le secteur de la construction en Suisse pris dans son ensemble montre clairement des signes d'essoufflement. Dans le secteur principal de la construction, et comme nous l'avons vu, la plupart des indicateurs, que ce soit au niveau des commandes ou du chiffre d'affaires, se sont clairement orientés à la baisse et ce, même si le niveau atteint en comparaison historique demeure relativement haut. L'emploi pour l'ensemble du secteur de la construction affiche, par contre, toujours un trend haussier. L'indice de la construction réalisé conjointement par la SSE et le Crédit Suisse s'est, quant à lui, nettement orienté à la baisse sur la période récente. La tendance au cours des prochains mois est néanmoins à nouveau haussière. Les chiffres d'affaires élevés de l'année 2014 devraient néanmoins rester hors de portée selon les experts de la SSE et du Crédit Suisse. Le recul touche cependant à sa fin. A ce propos, observons que, d'une part, l'évolution du franc et le potentiel ralentissement conjoncturel de l'économie qui doit en découler n'auront pas cette année déjà des effets importants sur la branche de la construction. D'autre part, et au niveau de la construction de logements, l'environnement est toujours très favorable avec des taux d'intérêt très bas. Si l'on ajoute que les besoins en habitations de la population résidante existent toujours, en particulier dans les grandes agglomérations – et peut-être moins dans les régions touristiques où l'effet de l'initiative sur les résidences secondaires devrait se faire sentir –, le potentiel à construire en Suisse reste présent. En bref, en 2015, le secteur de la construction évoluera clairement en dessous des niveaux record atteints en 2014. Au final, les résultats resteront néanmoins satisfaisants.